

Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets

Exigences et spécifications pour la validation, la quantification, le suivi et la vérification des projets et plans d'actions de réduction des gaz à effet de serre, d'économie d'électricité et de déchets sur le canton de Genève.

SIG-éco21

Version 5

Août 2022

La Version 4 a actualisé la Version 2014-2015 validée par l'Office cantonal de l'énergie en intégrant les économies d'électricité et de déchets. La version 5 actualise le nom du document et intègre quelques nouveautés et mises à jour.

NOTE POUR LES UTILISATEURS

Pour toute information, commentaire ou question, veuillez vous adresser par courriel à l'entité coordinatrice en utilisant l'adresse : standard.ge.eed@sig-ge.ch

Standard genevois d'évaluation
c/o SIG-éco21
Chemin du Château-Bloch 2
1219 Le Lignon
standard.ge.eed@sig-ge.ch

www.sig-ge.ch/eco21

Table des matières

A.	Liste des abréviations.....	5
B.	Définitions	5
C.	Contexte et but du Standard genevois d'évaluation	8
D.	Conditions-cadres pour les Plans d'Actions et Projets	9
D.1.	Principes généraux.....	9
D.2.	Notions de Plans d'Actions et de Projets	10
D.3.	Types de Projets ou d'Actions admis.....	10
D.4.	Types de Projets ou d'Actions exclus	12
D.5.	Délimitation par rapport à d'autres instruments législatifs	12
D.6.	Début de la mise en œuvre	12
D.7.	Procédure	13
D.7.1.	Procédure pour les Plans d'Actions (PA).....	13
D.7.2.	Procédure pour les Projets.....	15
D.7.3.	Rôles et responsabilités des parties prenantes	17
D.8.	Soumission de Plans d'Actions et de Projets.....	18
E.	Détermination des effets.....	19
E.1.	Méthodologies.....	19
E.1.1.	Méthodologies approuvées par un autre Programme ou Standard de certification 19	
E.1.2.	Nouvelles méthodologies	19
E.1.3.	Emoluments	19
E.2.	référence pour le calcul des effets.....	20
E.3.	Durées de créditisation	20
E.4.	Facteurs d'émission CO ₂	20
E.5.	Types de comptabilisation des effets.....	20
E.6.	Certificats négociables	21
F.	Additionnalité.....	22
F.1.	Test de l'additionnalité réglementaire et légale.....	22
F.2.	Analyse des barrières.....	22
F.2.1.	Barrières financières	22
F.2.2.	Barrières technologiques.....	23
F.2.3.	Barrières culturelles et structurelles.....	23
F.3.	Analyse de la pratique courante	23
G.	Aides financières reçues par d'autres Programmes d'encouragement.....	25
G.1.	Impact sur l'additionnalité du PA ou du Projet	25

G.2. Répartition des effets	25
G.2.1. Calcul de la répartition des effets	25
G.2.2. Double comptabilité.....	26
H. Rapport de calcul des effets.....	26
H.1. Procédure générale.....	26
H.2. Procédure pour les Projets et Plans d'actions	26
H.3. Gestion des changements.....	26
I. Validation et vérification.....	27
I.1. Validation	27
I.2. Vérification	27
J. Administration du Standard genevois d'évaluation	29
Documents rattachés au Standard genevois d'évaluation	29

A. LISTE DES ABRÉVIATIONS

APE	Action de performance énergétique
CAD	Chauffage à distance
CH₄	Méthane
CO₂	Dioxyde de carbone
CO₂éq	Equivalent CO ₂
GES	Gaz à effet de serre
HFC	Hydrofluorocarbure
N₂O	Protoxyde d'azote
OCEN	Office cantonal de l'énergie
PA	Plan d'Actions
PFC	Perfluorocarbure
SF₆	Hexafluorure de soufre

B. DÉFINITIONS

Action

Projet de réduction des gaz à effet de serre (GES), d'économie d'électricité et de déchets inclus dans un Plan d'Actions (PA).

Additionnalité

Selon le principe d'additionnalité, le Projet ou Plan d'Actions doit générer des effets supplémentaires par rapport au scénario de référence. Dès lors, un Projet, un Plan d'Actions ou une Action est considéré comme additionnel s'il accélère ou génère plus d'effets que le scénario de référence.

Auteur

L'auteur est quiconque développe un Projet ou un Plan d'Actions conformément au Standard genevois d'évaluation. Il est responsable de tout le processus de validation, de suivi et de vérification du Projet ou du Plan d'Actions.

Effets directs

Résultats attendus de la réalisation d'un Projet ou d'une Action. Il peut s'agir de réduction des gaz à effet de serre, d'économie d'électricité et/ou de déchets. Un effet est une conséquence directe d'un Projet ou d'une Action. Dans le présent document, le terme « effets » utilisé seul renvoie en principe aux effets directs.

Effets indirects

Résultats indirects attendus de la réalisation d'un Projet ou d'une Action. Les effets indirects sont principalement appliqués aux réductions de gaz à effet de serre. Il s'agit d'effets générés en dehors du périmètre restreint du Projet ou de l'Action, sur le cycle de vie du Projet ou de l'Action.

Emissions de gaz à effet de serre

Masse totale d'un GES libérée dans l'atmosphère lors d'une période donnée.

Facteur d'émission

Facteur rapportant les données d'activité aux émissions de GES.

Gaz à effet de serre (GES)

Constituant gazeux de l'atmosphère naturel ou anthropogène qui absorbe et émet le rayonnement d'une longueur d'onde spécifique du spectre du rayonnement infrarouge émis par la surface de la Terre, l'atmosphère et les nuages. Les GES comprennent le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les hydrocarbures fluorés (HFC, PFC, SF₆) et d'autres gaz synthétiques. A quantité égale, leur effet sur le climat est souvent beaucoup plus prononcé que pour le CO₂. Cet effet est exprimé en équivalents de CO₂. Par exemple, 1 tonne de CH₄ correspond à 25 tonnes d'équivalent-CO₂. Pour des raisons d'allègement du texte, l'abréviation CO₂ ou le terme gaz à effet de serre sont utilisés dans le présent document et dans les documents rattachés au Standard d'évaluation pour signifier CO₂eq.

Suivi

Le suivi permet à l'auteur de Projet ou de Plan d'Actions de présenter les effets relatifs à son Projet ou son Plan d'Actions. Les informations et données nécessaires sont consignées dans un rapport de calcul des effets.

Nature de l'effet

La nature de l'effet d'un Projet ou d'une Action est relative à ses effets. Il y a trois natures d'effets différentes :

- Gaz à effet de serre
- Electricité
- Déchets

Piégeage du carbone

Augmentation sur le long terme du stockage de carbone dans les sols, les sous-sol, les systèmes agroforestiers, les forêts ou dans les matériaux de construction non organiques (p. ex. dans le béton).

Plan d'Actions (PA)

Regroupement d'Actions coordonné par un même auteur et pouvant comprendre l'inclusion continue dans le temps de nouvelles Actions.

Projet

Projet isolé et individuel comprenant une ou plusieurs mesures entraînant des réductions de GES, des économies d'électricité et de déchets qui sont mises en œuvre au sein d'un périmètre défini sur une période définie.

Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (Standard genevois d'évaluation)

Document présentant les exigences et spécifications pour la validation, la quantification, le suivi et la vérification des Projets et Plans d'actions de réduction des GES, d'économie d'électricité et de déchets sur le canton de Genève.

Valideur

Le valideur est une personne ou un organisme indépendant responsable de la réalisation d'une validation et d'un rapport de validation.

Validation

La validation est l'étape, indépendante et documentée, du processus qui évalue une proposition de Projet ou de Plan d'Actions déposée par un auteur.

Vérificateur

Le vérificateur est une personne ou un organisme indépendant responsable de la réalisation d'une vérification et d'un rapport de vérification.

Vérification

La vérification est l'étape, indépendante et documentée, du processus qui examine le suivi des effets figurant dans le rapport de calcul des effets d'un Projet ou de Plan d'Actions soumis par un auteur.

C. CONTEXTE ET BUT DU STANDARD GENEVOIS D'EVALUATION

La politique suisse liée à la transition énergétique et le cadre législatif et réglementaire fédéral et cantonal a pour effet d'encourager les initiatives visant la réduction des GES, les économies d'électricité et de déchets.

Le présent document vise à créer un cadre favorable – le Standard genevois d'évaluation – à la réalisation de Projets et Plans d'Actions de réduction des GES, d'économies d'électricité et de déchets sur le canton de Genève en ouvrant la possibilité d'une valorisation volontaire, réglementaire et/ou financière des effets.

Le Standard d'évaluation constitue ainsi un cadre de référence et rigoureux pour la validation, la quantification, le suivi et la vérification des projets et plans d'actions.

Les porteurs de Projets ou Plans d'Actions (auteurs) s'engagent à respecter les exigences édictées par le Standard d'évaluation pour tout Projet ou Plan d'Actions développé et mis en œuvre dans ce cadre.

Le Standard genevois d'évaluation est validé par l'Office cantonal de l'énergie (OCEN). Il est conforme à la politique cantonale de l'énergie, du climat et des déchets.

La Version 4 intègre aux réductions des GES, les économies d'électricité et de déchets. Les éléments fondateurs et les principes du Standard d'évaluation (anciennement Programme CO₂ genevois, puis Programme EER) validés par l'OCEN n'ont pas été modifiés.

La Version 5 s'applique à tous les nouveaux Projets et PA soumis dès septembre 2022 et aux Rapports de calculs des effets réalisées dès l'année 2022.

D. CONDITIONS-CADRES POUR LES PLANS D'ACTIONS ET PROJETS

D.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parallèlement aux règles, critères d'éligibilité et procédures applicables, le Standard genevois d'évaluation repose sur les principes suivants :

a. Standards de référence

Le Standard genevois d'évaluation suit les exigences et lignes directrices de la norme ISO 14064-2 sur les projets de réduction des GES. Il s'inspire également des Standards de certification volontaires nord-américains suivants, The American Carbon Registry (ACR)¹ et le Climate Action Reserve (CAR)² et du Module de communication de l'OFEV sur les projets et programmes de réduction des émissions et de piégeage du carbone³. Ces exigences sont déclinées et appliquées pour les économies d'électricité et de déchets.

b. Additionnalité

De façon générale, pour être admis, les Projets et les Actions incluses dans un PA ne seraient pas réalisés sans les mécanismes financiers et/ou l'accompagnement mis en place par le porteur de Projet ou de PA. Ils font face à des barrières qui en empêchent la réalisation ou qui en freinent significativement le développement. Les effets issus des Projets, PA et Actions qui répondent à des obligations législatives peuvent être validés, quantifiés, monitorés et vérifiés dans le cadre du Standard genevois d'évaluation mais aucune valorisation sous forme de certificats négociables ne pourra être réalisées.

c. Plus-value générale

Les Projet et PA allant à l'encontre des objectifs de la politique climatique, énergétique et environnementale du canton de Genève ne sont pas admis. Les Projets et PA impliquant un report d'agents énergétiques fossiles sur l'électricité sont admis pour autant qu'ils démontrent une amélioration de l'efficacité énergétique ainsi qu'une diminution des émissions de CO₂. Ceux entraînant des effets secondaires négatifs significatifs aux plans écologique, social ou économique sont également exclus. Dans le cas de Projets ou de PA s'inscrivant dans la mise en œuvre de dispositions législatives, la plus-value apportée par le Projet ou le PA doit être clairement démontrée dans la preuve de l'additionnalité.

d. Réalisme

Tout en adoptant la rigueur nécessaire aux standards de certification reconnus, les règles et exigences figurant dans le Standard d'évaluation ne doivent pas venir en contradiction avec sa finalité fondamentale qui consiste à permettre la réalisation de projets de petites tailles en impliquant des coûts de transaction raisonnables.

¹ American Carbon Registry (ed.) 2013. *The American Carbon Registry Standard, version 3.0*. Winrock International, Little Rock, Arkansas. 57 p.

² Climate Action Reserve (ed.) 2011. *Climate Action Reserve Program Manual*. Los Angeles. 38 p.

³ Office fédéral de l'environnement (éd.) 2022: *Projets et programmes de réduction des émissions et de piégeage du carbone. Un module de la Communication de l'OFEV en sa qualité d'autorité d'exécution de l'ordonnance sur le CO₂*. 8^e édition actualisée 2022 ; 1^{re} édition 2013. L'environnement pratique n°1315 : 68 p.

e. Postériorité

De façon générale, les Projets et PA ne doivent pas être déjà réalisés au moment de leur validation. Une notification écrite à l'entité coordinatrice peut être faite pour annoncer un nouveau Projet ou PA avant réalisation. Un Projet ou PA est considéré comme réalisé dès le début de son impact, c'est-à-dire dès que les premiers effets se produisent.

Ce principe s'applique de façon analogue pour les Actions incluses dans un PA.

Une exception à ce principe peut être faite en cas de Projets, PA ou Actions déjà en activité et pour lesquels il existe un risque avéré de cessation d'activité (cf. chapitre D.6).

f. Exclusivité

Dans le cas des effets donnant lieu à des certificats négociables, aucun autre organisme que l'auteur de Projet ou de PA doit pouvoir raisonnablement prétendre à la propriété des effets générés par le Projet ou PA.

D.2. NOTIONS DE PLANS D'ACTIONS ET DE PROJETS

Dans le cadre du Standard genevois d'évaluation, on distingue :

- Les Plans d'Action (PA) : Regroupement d'Actions coordonnées par un même auteur et pouvant comprendre l'inclusion continue dans le temps de nouvelles Actions de type admis. Ils peuvent regrouper des Actions de plusieurs types différents et de plusieurs natures différentes, pour autant que celles-ci entrent dans un cadre défini et organisé. Par exemple, un PA peut s'adresser à une cible définie et regrouper les Actions développées par les entités de cette cible, même si celles-ci sont de types ou de natures différents. Après la validation du PA, les Actions peuvent être incluses en tout temps dans le PA, pour autant que celles-ci correspondent aux critères définis dans la demande de PA validée.
- Les Projets : Projet isolé et individuel comprenant une ou plusieurs mesures entraînant des réductions de GES, des économies d'électricité et de déchets qui sont mises en œuvre au sein d'un périmètre défini sur une période définie

D.3. TYPES DE PROJETS OU D'ACTIONS ADMIS

a. Généralités

Tout Projet ou PA permettant de générer des réductions de GES, des économies d'électricité et de déchets dans le canton de Genève est admis une fois les exigences du présent document remplies. Les effets doivent être quantifiables. Les technologies et les concepts utilisés correspondent au moins à l'état de la technique.

Dans le cas d'effets indirects, on admet que ceux-ci soient générés en dehors du canton de Genève, pour autant que le Projet ou le PA lui-même soit réalisé sur le territoire cantonal. Par exemple, les économies de CO₂ causées par le recyclage d'un appareil électrique (effets indirects) sont situées hors du canton de Genève (la production de l'appareil a eu lieu hors du canton) alors que le recyclage aura lieu dans le canton de Genève.

Une liste non exhaustive de types de Projet ou d'Action admis figure dans le Tableau 1.

Nature d'effets	Catégories	Types de Projets ou d'Actions
GES et électricité	Optimisation énergétique (côté demande ou production)	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la performance énergétique par une rationalisation du mode d'utilisation des équipements énergétiques
	Projets d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> - Remplacement et/ou modification importante des installations ayant un impact sur les émissions de GES et/ou la consommation d'électricité - Utilisation et/ou évitement des rejets de chaleur - Changement de combustibles : substitution de mazout par du gaz hors chauffage des bâtiments, substitution de mazout ou de gaz par du CAD ou des énergies renouvelables - Réduction des émissions de GES (CO₂, CH₄, PFC, HFC, SF₆, N₂O) par d'autres types d'action (déchets, agriculture, etc.) - Piégeage durable du carbone (dans le bois, dans les sols, dans les matériaux non-organiques, dans le sous-sol, etc.)
	Transport des biens et des personnes (flottes de véhicules)	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'efficacité des modes de transport des voyageurs et des marchandises - Substitution de carburant par du carburant moins émetteurs de GES
Déchets et GES indirect	Tri des déchets	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du taux de tri des déchets chez les producteurs de déchets - Optimisation de la collecte sur les marchés alimentaires et les éco-points, nouvelles filières de tri, déchetteries mobiles, etc.
	Réduction à la source des déchets et économie circulaire	<ul style="list-style-type: none"> - Solutions de partage et d'économie de la fonctionnalité - Solutions de substitution du jetable par le réutilisable : contenants réutilisables (consigne), etc. - Solutions d'allongement de la durée d'usage : Promotion du réemploi ou seconde main, création de lieux favorisant ces pratiques (recyclerie, bibliothèque d'objets, etc.) - Eco-conception (conception d'un produit générant moins de déchets, etc.) - Critères d'achat (numérique responsable, alimentation durable, etc.) - Lutte contre le gaspillage (gaspillage alimentaire, sobriété des consommables et du matériel de bureau, etc.) - Changements de comportement (sensibilisations zéro déchets, numérique responsable, etc.)

Tableau 1 : Liste non exhaustives des types de Projets ou d'Actions admis

D.4. TYPES DE PROJETS OU D'ACTIONS EXCLUS

Les types de Projets ou d'Actions suivants ne sont pas admis :

- Dans le domaine du chauffage des bâtiments, le passage du mazout vers le gaz n'est pas éligible
- Projets d'énergie nucléaire
- Projets allant à l'encontre des objectifs de la politique climatique, énergétique et environnementale du canton de Genève
- Projets entraînant des effets secondaires négatifs significatifs aux plans écologique, social ou économique tant sur le territoire genevois qu'ailleurs

D.5. DÉLIMITATION PAR RAPPORT À D'AUTRES INSTRUMENTS LÉGISLATIFS

Les Projets ou Actions qui répondent à des obligations législatives peuvent être validés, quantifiés, monitorés et vérifiés dans le cadre du Standard genevois d'évaluation mais aucune valorisation sous forme de certificats négociables ne pourra être réalisées.

Si les effets générés par les Projets ou les Actions sont comptabilisés par d'autres programmes, il doit en être fait mention expresse dans les documents de Projet et de PA. Afin d'éviter tout risque de double comptabilité, les effets concernés devront être distingués clairement et par des totaux spécifiques de ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.

D.6. DÉBUT DE LA MISE EN ŒUVRE

Le Projet ou PA doit avoir été annoncé à l'entité coordinatrice avant le début de sa mise en œuvre.

Le début de la mise en œuvre d'un Projet ou PA correspond à la date à laquelle l'auteur a pris un engagement financier déterminant vis-à-vis de tiers ou prend, en interne, des mesures organisationnelles en lien avec le Projet ou le PA. Il s'agit de déterminer le moment à partir duquel la mise en œuvre du PA ou du Projet ne peut plus être arrêtée.

Seules les Actions dont la mise en œuvre n'a pas encore débuté avant leur inclusion au PA sont éligibles.

Des Projets ou PA déjà en cours peuvent également être admis dans la mesure où il peut être démontré qu'il existe un risque de cessation de leurs activités. Ce risque est prouvé lorsque les deux conditions suivantes sont réunies simultanément :

- Les activités ne peuvent plus être menées de manière rentable
- La cessation des activités n'est pas liée à court, moyen ou long terme à la démolition de constructions ou d'installations

Afin de prouver que les deux conditions susmentionnées sont réunies, une preuve de menace de cessation des activités doit être fournie par écrite (courriel ou courrier).

Pour ce type d'activité, le début de la mise en œuvre correspond à la date à laquelle l'auteur s'est engagé à poursuivre ce type d'activité.

D.7. PROCÉDURE

Les coûts engendrés par les différentes étapes des procédures présentées ci-dessous sont à prendre en charge par l'auteur de Projet ou de PA.

D.7.1. Procédure pour les Plans d'Actions (PA)

Toute entité (l'auteur) qui développe un Plan d'Actions (PA) selon le Standard d'évaluation doit respecter les différentes étapes décrites ci-dessous et schématisées par la

Figure 1.

1. Validation

L'auteur envoie la Proposition de PA à l'entité coordinatrice qui contrôle le dossier et le transmet à une institution externe de validation (validateur) agréée (cf. D.7.3.4). Le validateur examine si le PA respecte les exigences et critères énoncés dans le Standard d'évaluation. Les exigences posées au validateur figurent au chapitre I.1. Au terme de son examen, le validateur remet un rapport de validation à l'entité coordinatrice et à l'auteur du PA. Si les conclusions de ce rapport démontrent que la proposition de PA respecte les exigences et critères du Standard d'évaluation, l'auteur peut mettre en œuvre son PA.

2. Réalisation et suivi

Dès la réception du rapport de validation favorable, l'auteur peut mettre en œuvre son PA. Dans le cadre du suivi, il enregistrera et consignera les Actions développées et réalisées dans le cadre du PA. Il doit veiller à ce que chaque Action respecte les exigences énoncées dans la proposition de PA validée.

L'auteur de PA effectue des contrôles réguliers complets ou par échantillonnage pour vérifier que les Actions intégrées au PA sont bien conformes.

3. Vérification

L'auteur du PA rédige à intervalle régulier, en principe chaque année et au minimum tous les 3 ans, un rapport de calculs des effets qui présente les résultats du PA. L'auteur du PA envoie le rapport à l'entité coordinatrice qui le contrôle et le transmet à une institution indépendante de vérification (vérificateur) agréée (cf. D.7.3.4). Les exigences posées au vérificateur figurent au chapitre I.2. Au terme de son examen, le vérificateur remet à l'auteur de PA un rapport de vérification. Ce rapport atteste des effets comptabilisables dans le cadre du PA.

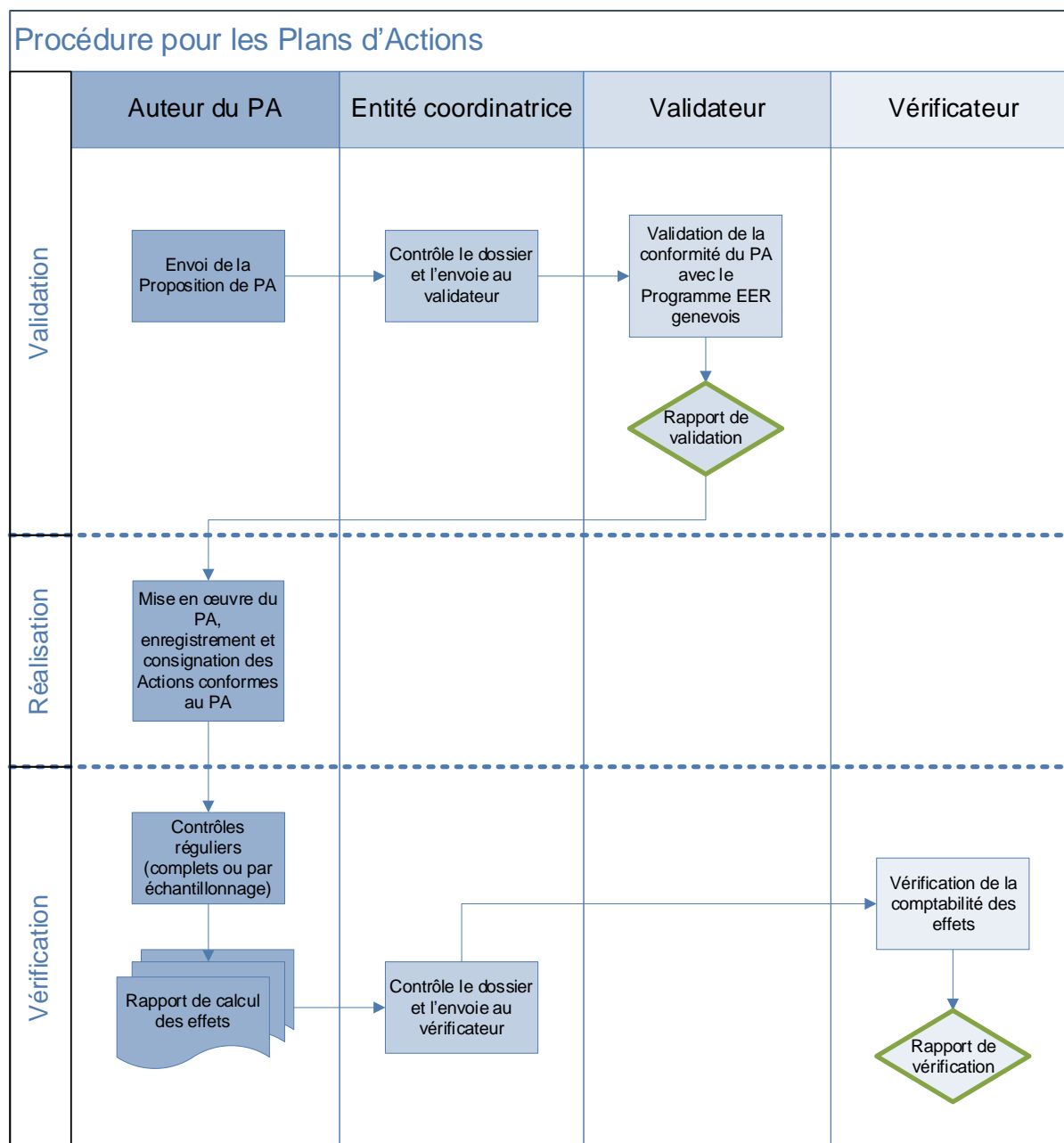


Figure 1 : Procédure applicable pour les PA

D.7.2. Procédure pour les Projets

Toute entité (l'auteur) qui développe un Projet selon le Standard d'évaluation doit respecter les différentes étapes décrites ci-dessous et schématisées par la Figure 2.

1. Validation

L'auteur envoie la Proposition de Projet à l'entité coordinatrice qui contrôle le dossier et le transmet à une institution externe de validation (validateur) agréée (cf. D.7.3.4). Le validateur examine si le Projet respecte les exigences et critères énoncés dans le Standard d'évaluation. Les exigences posées au validateur figurent au chapitre I.1. Au terme de son examen, le validateur remet un rapport de validation à l'entité coordinatrice et à l'auteur du Projet. Si les conclusions de ce rapport démontrent que la proposition de Projet respecte les exigences et critères du Standard d'évaluation, l'auteur peut mettre en œuvre son Projet.

2. Réalisation et suivi

Dès la réception du rapport de validation favorable, l'auteur peut mettre en œuvre son Projet et débiter le suivi.

3. Vérification

L'auteur du Projet rédige à intervalle régulier, en principe chaque année et au minimum tous les 3 ans, un rapport de calcul des effets qui présente les résultats du Projet. L'auteur du Projet envoie le rapport à l'entité coordinatrice qui le contrôle et le transmet à une institution indépendante de vérification (vérificateur) agréée (cf. D.7.3.4). Les exigences posées au vérificateur figurent au chapitre I.2. Au terme de son examen, le vérificateur remet à l'auteur de Projet un rapport de vérification. Ce rapport atteste des effets comptabilisables dans le cadre du Projet.

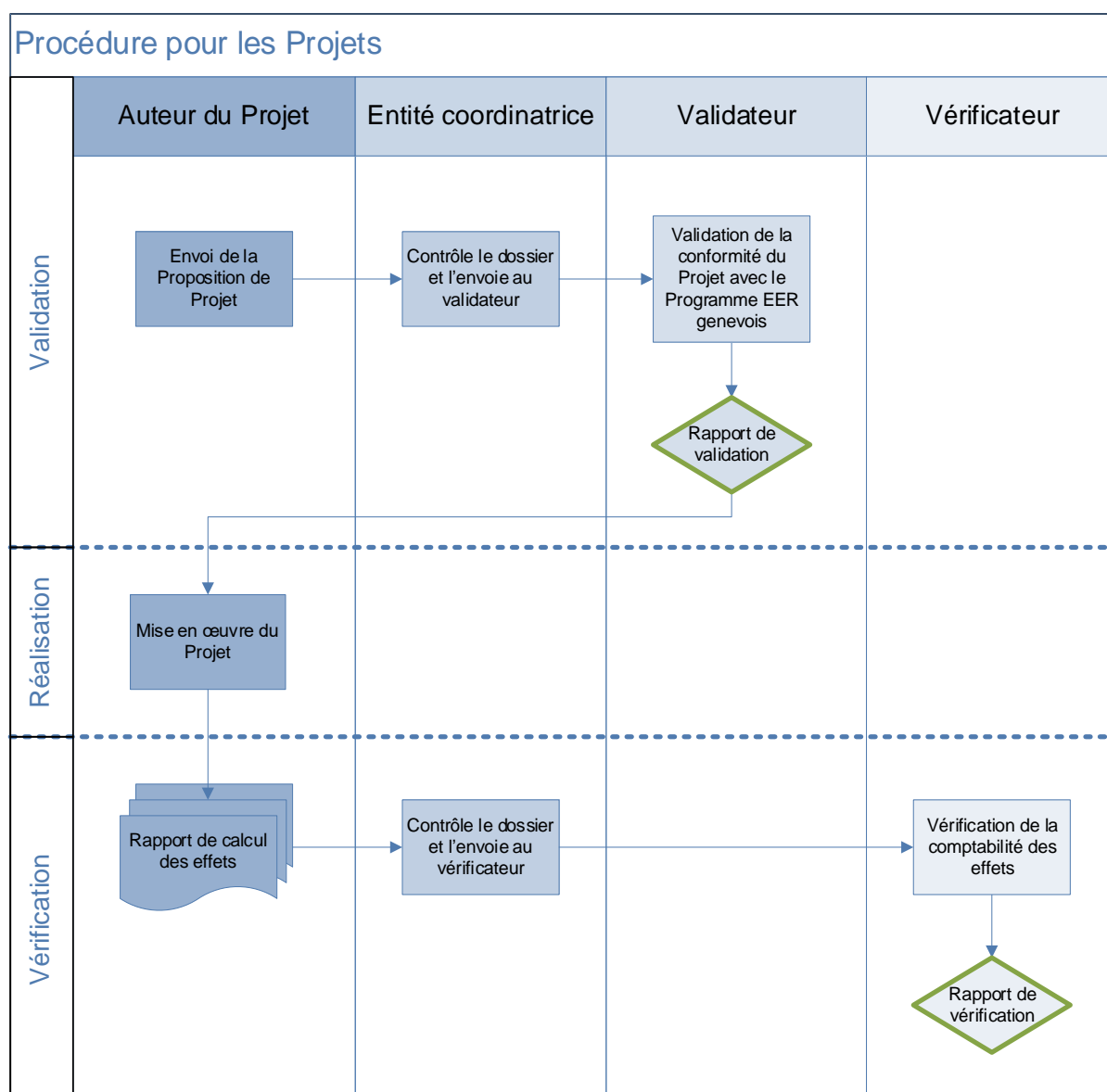


Figure 2 : Procédure applicable pour les Projets

D.7.3. Rôles et responsabilités des parties prenantes

D.7.3.1. Auteur de Plan d'Actions ou de Projet

L'auteur de Projet ou de PA :

- Est l'organisme qui développe et coordonne le Projet ou de PA. Dans le cadre d'un PA, celui qui administre le PA est considéré comme l'auteur du PA, même si les actions ne lui appartiennent pas juridiquement
- Est responsable de tous les aspects légaux, techniques et financiers liés à la procédure de valorisation des effets générés par le Projet ou de PA sous le Standard d'évaluation
- Il élabore et soumet la proposition de Projet ou de PA et les rapports de calcul des effets
- Il s'assure de prévenir les risques de double comptabilité, c'est-à-dire les risques qu'un même effet soit valorisé dans plusieurs programmes

Si les points énoncés ci-dessus ne s'appliquent pas au Projet ou au PA, il doit en être clairement fait mention dans la proposition de Projet ou de PA. Sauf mention contraire dans les documents de Projet ou de PA, l'auteur de Projet ou de PA est en possession des effets générés par le Projet ou le PA.

Les tâches qui lui incombent incluent, en particulier dans le cas d'un PA, sont :

- la gestion des contrats et accords des participants au PA. En particulier, dans le cas d'une valorisation des effets sous forme de certificats négociables, il s'assurera que le propriétaire de l'action ne les valorise pas auprès d'un autre organisme afin d'éviter un double comptage des effets
- la rédaction du document de proposition de PA. Le document descriptif sur le PA doit donner le cadre organisationnel, financier et méthodologique des actions pour la réduction des émissions à réaliser et sur les méthodes de suivi prévues
- la coordination et la gestion des relations contractuelles avec le validateur et le vérificateur
- l'intégration des nouvelles actions dans le PA

D.7.3.2. Autorité de surveillance

L'Etat de Genève assure le rôle de l'autorité de surveillance du Standard genevois d'évaluation. Son rôle consiste à valider les principes et conditions-cadres du Standard d'évaluation. Il délègue au validateur le contrôle de l'adéquation des Projets ou des PA avec les critères d'éligibilité du Standard d'évaluation. Il est informé annuellement au travers du rapport annuel rédigé par l'entité coordinatrice des nouveaux Projets et PA validés et des effets générés grâce au Standard d'évaluation.

D.7.3.3. Entité coordinatrice

SIG-éco21 est l'entité coordinatrice qui exerce un rôle de gestion administrative générale du Standard d'évaluation. Elle établit en outre un rapport annuel d'activité du Standard d'évaluation qui liste les Projets et PA validés et les effets vérifiés. Elle est nommée par l'autorité de surveillance.

D.7.3.4. Validateur et vérificateur

Le validateur et le vérificateur sont des parties tierces indépendantes devant faire partie des organismes accrédités par le Service d'accréditation suisse (SAS) ou des organismes de contrôle agréés par l'Office fédéral de l'environnement par exemple dans le cadre des projets de réduction des émissions réalisés en Suisse. Les organismes doivent pouvoir justifier de connaissances et d'expérience dans le domaine de la validation et de la vérification des projets de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, d'économie d'électricité et des déchets.

Le validateur contrôle la cohérence, la justesse technique et la faisabilité des nouvelles méthodologies et peut les approuver.

Sur la base de Proposition de Projet ou de PA, il contrôle l'adéquation du Projet ou du PA soumis avec les critères d'éligibilité du Standard genevois d'évaluation et délivre un rapport de validation (cf. I.1).

Le vérificateur contrôle et confirme les effets annoncés par l'auteur du PA ou du Projet et délivre un rapport de vérification (cf. I.2).

D.8. SOUMISSION DE PLANS D'ACTIONS ET DE PROJETS

Les Projets et PA doivent être présentés au validateur sous la forme d'une Proposition de Projet ou de PA.

La Proposition de Projet ou de PA doit contenir les informations suivantes :

- a. Le titre du Projet ou de PA, sa description générale, ses objectifs et son périmètre
- b. Le type ou les types de Projet ou d'Actions et leur nature
- c. Les données géographiques sur l'emplacement du Projet ou le rayon d'action du PA
- d. La description du Projet ou du PA
- e. La manière de calculer les effets du Projet ou du PA, y incluant la ou les méthodologies appliquées
- f. Les différents types de comptabilisation et valorisation des effets, les aspects liés aux éventuelles doubles comptabilités
- g. La démonstration de l'additionnalité du Projet et du PA, ainsi que les critères d'admissibilité et d'exclusion des Actions
- h. La date de début de la mise en œuvre du Projet ou de lancement du PA, et dans le cas d'un Projet, la durée du Projet
- i. Le plan de suivi
- j. Les aspects financiers du Projet ou du PA
- k. La liste des parties prenantes, Projet ou de PA

E. DÉTERMINATION DES EFFETS

Le calcul des effets est établi selon une méthodologie approuvée. La méthodologie de calcul doit être adéquate, transparente, vérifiable et documentée.

E.1. MÉTHODOLOGIES

Pour la détermination des effets, chaque Projet ou PA doit utiliser une méthodologie approuvée. Les méthodologies sont basées sur un Programme ou Standard de certification déjà existants ou développées spécifiquement dans le cadre du Standard genevois d'évaluation. Les méthodologies approuvées sont disponibles sur le site www.sig-ge.ch ([Devenez partenaire éco21 | SIG \(sig-ge.ch\)](#)).

Le Standard d'évaluation peut publier des actualisations de méthodologies. Elles s'appliquent aux Projets ou de PA dès publication.

E.1.1. Méthodologies approuvées par un autre Programme ou Standard de certification

Si le Projet ou le PA ne correspond pas à une méthodologie déjà approuvée dans le cadre du Standard d'évaluation, l'auteur de Projet ou de PA peut proposer l'utilisation d'une méthodologie approuvée par un autre Programme ou Standard de certification.

Celle-ci doit être incluse à la Proposition de Projet ou de PA. Elle est examinée par le validateur qui au besoin sollicite l'auteur de la demande pour éclaircissements. Le validateur peut décider d'adapter la méthodologie, de l'approuver sans modification ou de la refuser.

Une fois approuvées, les méthodologies sont publiées sur le site www.sig-ge.ch.

E.1.2. Nouvelles méthodologies

Les propositions de nouvelles méthodologies doivent respecter le modèle publié avec le Standard d'évaluation.

Elles peuvent être validées par le validateur directement, par une université, une haute école ou par un organisme reconnu par le validateur comme compétent dans le domaine concerné.

Une fois approuvées, les méthodologies sont publiées sur le site www.sig-ge.ch.

E.1.3. Emoluments

Tous les frais engendrés par les processus visés au chapitre E.1 sont pris en charge par l'auteur de la demande.

E.2. RÉFÉRENCE POUR LE CALCUL DES EFFETS

Les caractéristiques d'opération observées avant la réalisation du Projet ou de l'Action constitue l'état de référence pour le calcul des effets, sauf mention contraire dans la méthodologie (exemple : agent énergétique permettant le calcul des réductions d'émission de CO₂).

E.3. DURÉES DE CRÉDITATION

La durée de créditation est la période pendant laquelle sont comptabilisés les effets du Projet ou de l'Action. Les durées de créditation sont définies par l'entité coordinatrice dans le Document spécifique « Durées de créditation et unités applicables ».

E.4. FACTEURS D'ÉMISSION CO₂

Les facteurs d'émission applicables par les Projets ou les Actions sont référencés chaque année par l'entité coordinatrice dans le Document spécifique « Facteurs d'émission applicables ». L'auteur de Projet ou de PA doit obtenir la valeur auprès de l'entité coordinatrice et appliquer le facteur le plus récent. Pour les facteurs d'émissions des agents énergétiques fossiles non référencés, l'auteur de Projet ou de PA doit se reporter à l'annexe correspondante de l'ordonnance fédérale sur le CO₂ en vigueur l'année considérée.

E.5. TYPES DE COMPTABILISATION DES EFFETS

Plusieurs types de comptabilisation des effets sont possibles selon les Projets et Actions desquels ils sont issus. Les Propositions de Projet et de PA doivent répertorier les types de comptabilisation possibles. Leur comptabilisation doit être clairement différenciées dans les Rapports de calcul des effets et dans les Rapports de vérification. Les principaux types de comptabilisation possibles sont :

- *SIG* : Economie d'électricité ou de tonne de déchets attribuable entièrement au programme SIG-éco21
- *Certificats négociables* : Réduction d'émissions de CO₂ attribuable entièrement au programme SIG-éco21 et pouvant faire l'objet de certificats négociables
- *Contribution environnementale* : Réduction d'émissions de CO₂ réalisée sur un CAD exempté de la taxe sur le CO₂
- *OCEN* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité soutenue financièrement par l'OCEN ou issue de Projets ou d'Action permettant d'accélérer significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur
- *Autres programmes* : Réduction d'émissions de CO₂ ou d'électricité réalisée dans le cadre du Projet ou du Plan d'Actions mais comptabilisée également par d'autres programmes et pour laquelle aucun double financement n'est possible (ex : économies d'électricité soutenues par ProKilowatt, économies de CO₂ réalisées par une entreprise exemptée de la taxe CO₂, économie d'électricité réalisée par une organisation exemptée du supplément réseau, etc.)

- *Emissions indirectes* : Réductions d'émissions indirectes (ex : réductions d'émissions liées à tous les Projets ou Actions portant sur les déchets)

E.6. CERTIFICATS NÉGOCIABLES

Pour pouvoir faire l'objet de certificats négociables, les Projets ou Actions doivent répondre aux conditions suivantes :

- Ne pas être déjà valorisés par un autre programme
- Ne pas être réalisés sur une installation exemptée de la taxe sur le CO₂
- Ne pas répondre à une obligation légale ou être soutenue financièrement par l'OCEN
- Ne pas porter sur des effets indirects

F. ADDITIONNALITÉ

La démonstration de l'additionnalité consiste à prouver ou rendre vraisemblable qu'un Projet ou une Action n'aurait pas été entreprise en l'absence de l'incitation externe fournie par le Projet ou PA. L'auteur de Projet ou de PA doit donc démontrer que les effets engendrés par son Projet ou PA vont au-delà d'un scénario de référence.

La démonstration de l'additionnalité repose sur un processus en trois phases obligatoires :

1. Test de l'additionnalité réglementaire et légale
2. Analyse des barrières
3. Analyse de la pratique courante

F.1. TEST DE L'ADDITIONNALITÉ RÉGLEMENTAIRE ET LÉGALE

L'auteur de Projet ou de PA doit démontrer que son Projet, son PA ou les Actions de son PA vont au-delà des obligations réglementaires. L'auteur doit considérer tant les textes cantonaux que fédéraux. Ce principe peut être démontré de deux façons non cumulatives :

- Le Projet, le PA ou les Actions ne sont pas rendus obligatoires par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif
- Le Projet, le PA ou les Actions accélèrent significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur

Dans le cas d'un PA, l'auteur doit démontrer que les critères de sélection des Actions incluses dans son PA permettent de respecter ce principe.

Un Projet, un PA ou une Action est considéré comme allant au-delà des obligations réglementaires et légales pour toute la durée de créditisation prise en compte.

F.2. ANALYSE DES BARRIÈRES

Trois différents types de barrières peuvent être pris en compte dans l'analyse des barrières :

- Barrières financières
- Barrières technologiques
- Barrières culturelles et structurelles

L'auteur de Projet ou de PA doit démontrer que son PA ou son Projet répond à au moins une de ces barrières.

Dans le cas d'un PA, l'analyse de barrières doit être faite à l'échelle du PA. Elle est ensuite garantie par les règles d'admissibilité et d'exclusion des Actions incluses dans le PA.

F.2.1. Barrières financières

Les barrières financières peuvent comprendre des coûts comparativement élevés, un accès limité à l'investissement ou une rentabilité économique insuffisante sans les aides financières. Elles peuvent inclure également des risques élevés liés à la technologie utilisée ou au manque de partenaires financiers.

Le Projet ou PA est contraint pas des barrières financières lorsqu'il peut être démontré que :

- Le Projet ou le PA n'est pas le plus rentable pour la même utilité ;
- Celui-ci fait face à des contraintes d'investissement auxquelles les aides financières peuvent potentiellement répondre ;
- Le financement issu de la valorisation des effets permet de rendre possible ou d'accélérer la réalisation du Projet ou du PA ;
- Les revenus issus de la valorisation des effets permettent d'assurer la viabilité du Projet ou du PA dans le temps.

L'auteur de Projet ou de PA doit faire reposer son argumentaire sur des indicateurs de rentabilité économique usuels.

F.2.2. Barrières technologiques

Les barrières technologiques concernent principalement les risques liés au développement d'une nouvelle technologie, au manque de personnel qualifié ou de connaissance pour le développement, la mise en œuvre et la maintenance du Projet ou du PA.

La mise en œuvre du Projet ou du PA doit permettre de rendre ces barrières surmontables ou d'accélérer significativement la pénétration d'une technologie.

F.2.3. Barrières culturelles et structurelles

Les barrières culturelles et structurelles sont liées aux aspects organisationnels, culturels et sociaux qui entourent la réalisation du Projet ou du PA. Ils peuvent inclure des oppositions institutionnelles ou culturelles à l'implémentation de certaines technologies ou méthodes, un manque de management proactif ou un manque de conscience des bénéfices liés au Projet ou au PA. Il peut s'agir également d'aspects structurels qui font que l'auteur de Projet ne bénéficiera pas des effets réalisés (p.ex. propriétaire immobilier investissant pour réduire la consommation thermique de son immeuble, alors que les baisses de charges profiteront aux locataires).

L'effort déployé par l'auteur de Projet ou de PA et les moyens mis en œuvre doivent permettre de surmonter ces barrières.

F.3. ANALYSE DE LA PRATIQUE COURANTE

L'auteur doit par ailleurs vérifier que le Projet ou PA qu'il soumet ne correspond pas à la pratique courante ou qu'il permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.

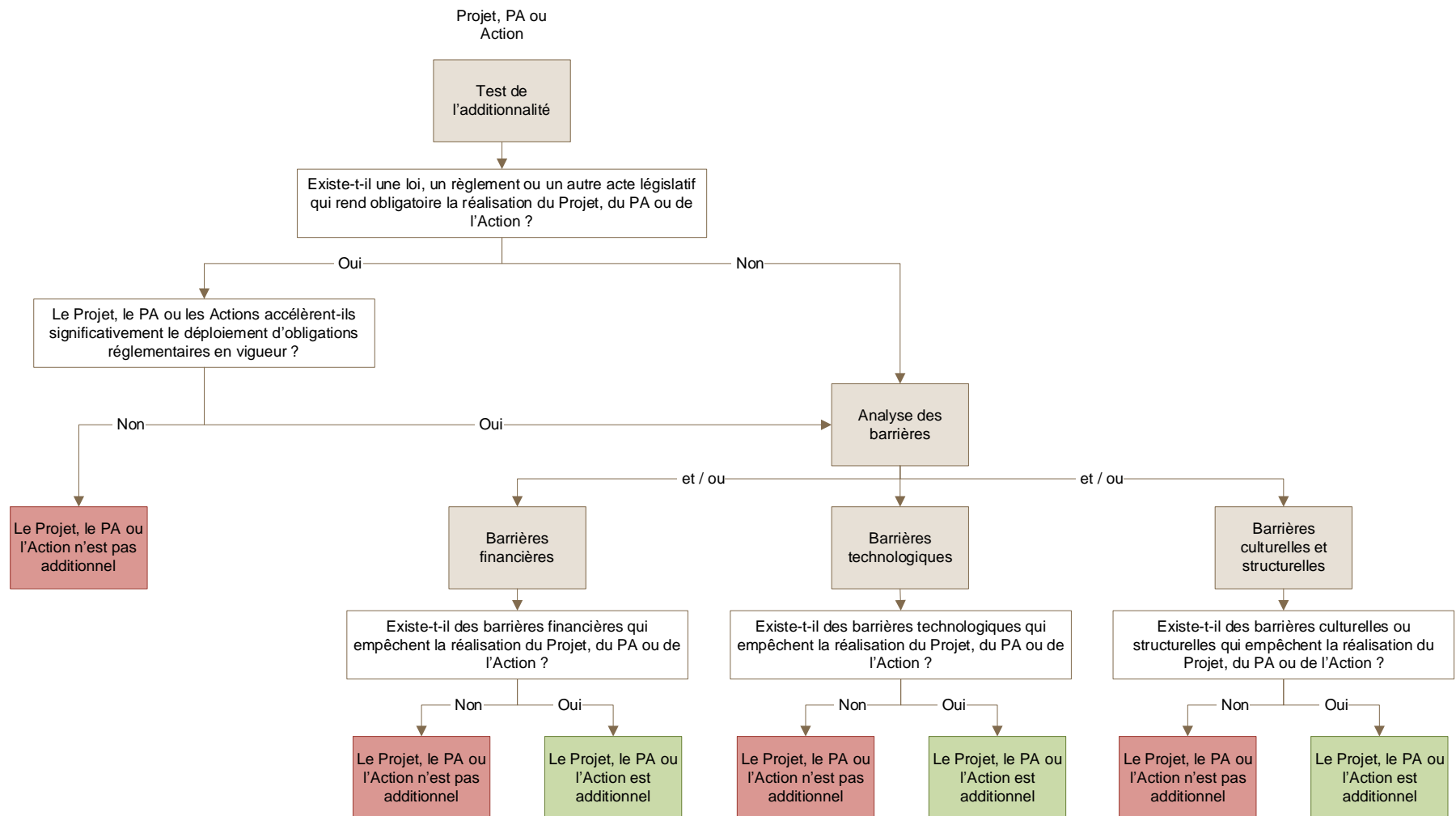


Figure 3 : Démonstration de l'additionnalité

G. AIDES FINANCIÈRES REÇUES PAR D'AUTRES PROGRAMMES D'ENCOURAGEMENT

Différents programmes d'encouragement financier existent tant au niveau fédéral, cantonal que communal. Il y a lieu de déterminer si et de quelle manière un Projet ou un PA soutenu par l'un de ces mécanismes peut faire valoir des réductions d'émissions.

Dans tous les cas, l'auteur de Projet ou de PA doit impérativement déclarer dans le cadre du document descriptif de Projet ou de PA :

- s'il bénéficie d'aides financières ou de subventions de la part d'autres organismes ;
- le cas échéant le montant de ces aides ou subventions.

Dans le cadre d'un PA, l'auteur doit s'assurer que chaque Action respecte les principes édictés dans ce chapitre.

Les subventions octroyées à un Projet ou Plan d'Actions qui ne sont pas directement liées aux réductions d'émissions ne sont pas prises en compte.

G.1. IMPACT SUR L'ADDITIONNALITÉ DU PA OU DU PROJET

L'auteur du PA ou du Projet doit inclure dans son analyse le montant des aides financières reçues, quel que soit le type de barrière invoquée lors de la démonstration de l'additionnalité. Il doit expliquer comment son PA ou son Projet est additionnel malgré les aides financières reçues.

G.2. RÉPARTITION DES EFFETS

Dans le cas où, le PA ou le Projet est jugé additionnel même en présence d'aides financières, les effets du Projet, du PA ou de l'Action sont imputés proportionnellement aux aides perçues. Le ou les organismes ayant accordé des aides devront impérativement être prévenus de la procédure en cours.

Si le ou les organismes ayant accordé des aides financières acceptent que l'intégralité des effets soit comptabilisée dans le cadre du Standard d'évaluation, celui-ci ou ceux-ci doivent l'indiquer par écrit à l'auteur de Projet ou de PA. Ce document doit être joint à la Proposition de Projet ou de PA.

G.2.1. Calcul de la répartition des effets

La répartition des effets entre les différents organismes ayant octroyé des aides financières se fait d'entente entre ces organismes. Les décisions sont annexées aux documents de Projet ou de PA.

G.2.2. Double comptabilité

Dans tous les cas, l'auteur du Projet ou du PA doit assurer une transparence de l'information concernant la double comptabilité. Il doit en particulier veiller à empêcher tout risque de double comptabilité pour les effets donnant lieu à des certificats négociables ou à une imputation à la réalisation d'objectifs de réduction réglementaires ou d'objectifs de compensations volontaires ou juridiquement contraignants.

Si les effets générés par les Projets ou les Actions sont également comptabilisés par d'autres programmes, il doit en être fait mention expresse dans les documents de Projet et de Plans d'action. Les effets concernés devront être distingués clairement et par des totaux spécifiques de ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables. Les différents totaux devront être clairement définis dans le rapport de calcul des effets et dans le rapport de vérification.

H. RAPPORT DE CALCUL DES EFFETS

H.1. PROCÉDURE GÉNÉRALE

Les effets doivent être quantifiés et les résultats sont consignés dans un « Rapport de calcul des effets ». Les calculs appliquent les méthodes décrites dans les différentes méthodologies spécifiques aux Projets ou PA. Les différents types de comptabilisation des effets doivent être clairement identifiés. L'année de la validation initiale du Projet ou du PA doit être également indiquée afin d'anticiper le renouvellement de la validation au terme de la période de 10 ans.

Si des changements significatifs de contexte affectant le Projet ou PA interviennent, ils doivent être signalés dans le rapport et pris en compte dans le calcul des effets si cela est justifié.

L'auteur du Projet ou PA doit pouvoir apporter toutes les informations et documents nécessaires pour permettre à l'organisme vérificateur de contrôler les effets annoncés. Le rapport peut porter sur les effets d'une à plusieurs années (maximum 3 ans).

H.2. PROCÉDURE POUR LES PROJETS ET PLANS D' ACTIONS

L'auteur du Projet ou du PA applique la méthode de calcul des réductions d'émissions décrites dans la ou les méthodologies inscrites dans la Proposition de Projet ou de PA. Les effets des Projets peuvent être calculés selon la procédure appliquée pour les Actions constituant un PA, c'est-à-dire être cumulés sur la 1^{ère} année après réalisation.

Les effets sont présentés arrondis au chiffre entier (sans décimales).

H.3. GESTION DES CHANGEMENTS

Tout changement qui affecte le Projet ou le PA et en particulier les effets doit être signalé dans le rapport de calcul des effets. L'auteur de Projet ou de PA fournira un argumentaire sur la prise en compte ou non de ces changements dans la comptabilisation des effets. Le

vérificateur aura pour tâche de confirmer cet argumentaire ou de demander la proposition d'une solution alternative. En cas de désaccord, l'auteur de Projet ou de PA peut demander une seconde analyse au vérificateur et étoffer son argumentaire. Si le vérificateur reste sur son premier avis, l'auteur du Projet ou du PA peut faire un recours auprès de l'entité coordinatrice qui organisera une session ad hoc en présence de l'auteur et du vérificateur afin d'aboutir sur une solution adéquate pour tous.

I. VALIDATION ET VÉRIFICATION

La validation et la vérification sont effectuées au frais de l'auteur du Projet ou du PA par une personne ou un organisme indépendant répondant aux critères figurant au chapitre D.7.3.4.

I.1. VALIDATION

Les propositions de PA et de Projet font l'objet d'une validation par un organisme indépendant (validateur). Cet organisme a pour tâche de contrôler :

- Que les informations fournies relatives au PA ou au Projet sont complètes et cohérentes.
- La conformité du PA ou du Projet déposés avec le Standard d'évaluation et la méthodologie appliquée ;
- La pertinence de la démonstration de l'additionnalité ;
- Que les éventuelles autres aides financières ou subventions ont été correctement prises en compte (cf. G).

Le validateur délivre un rapport de validation à l'auteur de la proposition de Projet ou de PA. Le rapport de validation doit suivre le Guide de Validation annexé au Standard d'évaluation.

La durée de validation du Projet ou du PA est fixée à 10 ans depuis la date du rapport de validation. Au terme de cette période, le Projet ou du PA devra être à nouveau validé pour tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire et du contexte.

Dans le cadre d'un PA, la durée de créditisation des Actions déjà comptabilisées avant la nouvelle validation n'est pas affectée et court jusqu'à son terme.

La nouvelle Proposition de Projet ou de PA doit être adressée à l'entité coordinatrice au moins 6 mois avant la fin de la durée de validation en cours. Outre les évolutions du cadre réglementaire et du contexte, elle devra se référer à la version du Standard d'évaluation genevois en vigueur.

I.2. VÉRIFICATION

Un rapport de calcul des effets est fourni par l'auteur de PA ou de Projet. Ce rapport présente l'ensemble des informations et des données récoltées permettant de déterminer les effets réalisés par le PA ou le Projet. Le rapport de calcul des effets fait l'objet d'une vérification par un organisme externe indépendant (vérificateur) réalisée à intervalle régulier, en principe chaque année.

La vérification comprend :

- L'examen de la plausibilité des données ;
- Le contrôle du calcul des réductions d'émissions y compris l'application correcte de la méthodologie de calcul.

Le vérificateur établit et délivre un rapport de vérification à l'auteur du Projet ou du PA. Les différents types de comptabilisation des effets vérifiés doivent être clairement identifiés. Le rapport de vérification doit suivre le Guide de Vérification annexé au Standard d'évaluation.

J. ADMINISTRATION DU STANDARD GENEVOIS D'ÉVALUATION

Le Standard genevois d'évaluation est administré par SIG-éco21.

DOCUMENTS RATTACHÉS AU STANDARD GENEVOIS D'ÉVALUATION

Les documents listés ci-dessous font partie intégrante du Standard d'évaluation. Ils peuvent être actualisés périodiquement.

Documents	Actualisation
Documents spécifiques Natures d'effets	Ponctuelle
Document spécifique Facteurs d'émission applicables	Annuelle
Document spécifique Durées de crédit et unités applicables	Ponctuelle
Canevas pour les Propositions de Projet / de PA	Ponctuelle
Canevas pour les méthodologies	Ponctuelle
Canevas pour les rapports de calcul des effets	Ponctuelle
Manuel de validation et de vérification	Ponctuelle
Méthodologies	Ponctuelle
Synthèse des PA validés et des méthodologies appliquées	Ponctuelle
Document « Gestion des versions »	Ponctuelle

Les méthodologies approuvées et en vigueur sont publiées sur le site www.sig-ge.ch.

Les versions en vigueur pour l'ensemble des documents du Standard genevois d'évaluation sont listées dans le document « Gestion des versions ».